

20231101 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/52943/des-milliers-dafghans-quittent-le-pakistan-alors-que-les-expulsions-de-sanspapiers-vont-debuter>

Actualités



Des citoyens afghans attendent au poste frontalier de Chaman le long de la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan, le 31 octobre 2023, à la veille de la date limite fixée par le Pakistan aux Afghans sans papiers pour qu'ils quittent le pays. Crédit : Reuters

Des milliers d'Afghans quittent le Pakistan, alors que les expulsions de sans-papiers vont débiter

Par [La rédaction](#) Publié le : 01/11/2023

Islamabad a donné jusqu'à ce mercredi aux sans-papiers afghans pour qu'ils quittent le pays. Plus de 10 000 d'entre eux vivant au Pakistan se sont précipités mardi à la frontière avec l'Afghanistan. À partir de ce jour, les Afghans en situation irrégulière risquent d'être arrêtés, placés dans des centres de rétention, puis expulsés vers Kaboul.

Ils préfèrent partir d'eux-mêmes plutôt que de risquer la prison. Mardi 31 octobre, à la veille de la date [fixée par les autorités pakistanaises aux Afghans sans-papiers pour qu'ils quittent le pays](#), plus de 10 000 migrants afghans se sont précipités à la frontière avec l'Afghanistan.

Le nombre de ceux qui ont décidé d'obtempérer sans attendre n'a cessé de s'accroître depuis vendredi à Torkham, selon les Taliban et l'Organisation internationale des migrations (OIM).

Le gouvernement pakistanais a donné jusqu'au 1er novembre aux sans-papiers vivant sur son sol - essentiellement des Afghans, dont il estime le nombre à 1,7 million - pour en partir d'eux-mêmes, sans quoi ils seront placés en centres de rétention et expulsés. Le gouvernement pakistanais justifie sa politique pour "le bien-être et la sécurité" du pays, où le sentiment anti-afghan est en hausse sur fond de crise économique et de multiplication des attentats à la frontière.

Kaboul, de son côté, a dénoncé une mesure de "harcèlement", estimant que les Afghans payent le prix des tensions entre les deux pays et réclament un allongement du délai pour qu'ils puissent rentrer.

Embouteillages au poste-frontière de Torkham

"Des milliers de réfugiés afghans attendent dans des véhicules, des camions et leur nombre continue à s'accroître", a déclaré à l'AFP Irshad Mohmand, un haut responsable gouvernemental pakistanais au poste-frontière de Torkham (nord-ouest), principal point de transit entre les deux pays. "Plus de 10 000 réfugiés sont arrivés depuis ce matin", a-t-il affirmé.

Samiullah Samoon, en charge des procédures d'enregistrement du côté afghan à Torkham, explique faire face à "une situation d'urgence". "Ni l'Émirat islamique (nom officiel du pays) ni les ONG (...) n'étaient préparés sur une telle échelle", dit-il. Un goulot d'étranglement s'est formé. "Nous n'avons que 40 personnes pour les enregistrer et cela prend du temps. C'est pour ça qu'ils doivent attendre".



Une famille afghane attend, à côté d'un camion plein d'affaires personnelles, au poste-frontière de Chaman, à la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan, le 31 octobre 2023. Crédit : Reuters

Des milliers d'autres Afghans patientent au poste-frontière de Chaman, dans la province du Baloutchistan (sud-ouest), selon les autorités, qui s'attendent à ce que les chiffres doublent aux deux endroits ces prochains jours.

Des agences de l'ONU, soutenues par l'OIM, offrent des services aux arrivants, mais peinent aussi à répondre à la demande. "Ces deux dernières semaines, nous avons eu chaque jour entre 2 500 et 3 000 individus, mais depuis vendredi ces chiffres ont doublé", explique le coordinateur régional de l'OIM, Ziad Salih.

Au total, plus de 100 000 migrants afghans sont déjà rentrés en Afghanistan depuis l'annonce de ce plan début octobre.

Un retour trop dangereux

Mais de nombreuses personnes estiment qu'il est trop dangereux pour elles de rentrer en Afghanistan. [C'est notamment le cas pour les femmes](#) alors que le gouvernement taliban a imposé son interprétation rigoriste de l'islam, interdisant par exemple aux filles l'accès à l'éducation après l'école primaire.

>> À (re)lire : [En Iran et au Pakistan, les journalistes afghans en exil perdent espoir d'être évacués](#)

"Nous ne rentrons pas, parce que mon éducation serait brutalement interrompue en Afghanistan", a expliqué à Peshawar une jeune Afghane de 14 ans qui a souhaité rester

anonyme pour raisons de sécurité et dont la famille n'a pas de papiers. "Notre père nous a dit que même s'il est arrêté par les autorités pakistanaises nous ne devrions pas partir. Parce que nous n'aurons pas de vie en Afghanistan", a-t-elle déclaré à l'AFP.

À l'inverse, Zulfiqar Khan, un fils de réfugiés né dans un camp de Peshawar, a confié à l'AFP avoir décidé de "partir pour éviter les humiliations des autorités pakistanaises".

Des millions d'Afghans réfugiés au Pakistan

Des millions d'Afghans ont afflué au Pakistan au cours de décennies de guerre - dont au moins 600 000 depuis le retour au pouvoir des Talibans à Kaboul en août 2021 -, en faisant l'un des pays qui accueille le plus de réfugiés au monde.

La majorité des Afghans, installés principalement dans le Khyber Pakhtunkhwa, rentrent dans leur pays via Torkham. La police provinciale a assuré n'avoir pas commencé les arrestations. Mais à Karachi (sud) et Islamabad, les réfugiés afghans ont signalé des rafles depuis plusieurs jours et dit être victimes de harcèlement ou extorsion.

Des avocats et militants ont dénoncé une répression sans précédent et demandé au gouvernement de laisser plus de temps à ces migrants, dont certains vivent depuis des décennies au Pakistan ou y sont même nés, pour partir dignement.

>> **À (re)lire :** [Au Pakistan, des réfugiées afghanes dans une situation précaire](#)

"Le gouvernement pakistanais a recours à des menaces, des mauvais traitements et au placement en détention pour contraindre les demandeurs d'asile afghans sans statut légal à retourner en Afghanistan ou à faire face au risque d'expulsion", [a déploré mardi Human Rights Watch](#).

"La situation en Afghanistan reste dangereuse pour nombre de ceux qui ont fui, et s'ils sont expulsés ils seront exposés à d'importants risques pour leur sécurité", a ajouté l'organisation de défense des droits humains.